

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 D 01522

Numéro SIREN : 799 053 434

Nom ou dénomination : 123 SOLEIL

Ce dépôt a été enregistré le 29/11/2023 sous le numéro de dépôt 26597

123 SOLEIL
Société civile immobilière au capital de 300 euros
Siège social : 12 Carrière Droulers 59152 Chereng
799 053 434 RCS Lille Métropole

PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 6 NOVEMBRE 2023

Le 6 novembre 2023 à 21h, les associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social de la Société.

Chaque associé a été dûment convoqué par la Gérance et est présent à l'assemblée.

L'assemblée est présidée par Monsieur Marc Duez associé gérant.

Le Président de Séance dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- L'acte de donation ;
- Le rapport de la Gérance ;
- Le texte du projet de résolutions.

Conformément aux dispositions statutaires, le texte des résolutions et le rapport de la gérance ont été joints à la lettre de convocation.

Ces mêmes documents ont été tenus au siège social à la disposition des associés qui ont pu en prendre connaissance ou copie.

L'assemblée sur sa demande donne acte au Président de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Puis le Président rappelle que l'assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Modifications des statuts consécutive à la réalisation de la donation-partage de parts sociales,
- Pouvoir en vue des formalités.

Puis le Président donne lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.

**PREMIÈRE RESOLUTION – MODIFICATIONS STATUTAIRES CONSECUTIVES A LA
DONATION PARTAGE DES PARTS SOCIALES**

L'assemblée générale extraordinaire prend acte de la donation-partage des parts de la SCI 123 SOLEIL en date du 6 novembre 2023 aux termes d'un acte reçu par Maître Benjamin Olivé, notaire à Wasquehal (59290).

En conséquence, l'article 7 des statuts a été modifié comme suit :

« ARTICLE 7 – Capital social

Le capital social est de 300€, divisé en 30 parts sociales de DIX EUROS chacune numérotées de 1 à 30 et attribuées de la manière suivante.

Suite au décès de Monsieur Pierre DUEZ, en date du 19 mars 2022, propriétaire de 15 parts sociales, le capital de la société 123 SOLEIL est désormais réparti de la manière suivante :

à Monsieur Marc DUEZ, quinze parts sociales en pleine propriété, ci

15 parts

à Madame Sandrine DUEZ, quinze parts sociales en pleine propriété, ci

15 parts

Suite à un acte de donation-partage reçu par Me Benjamin Olivé, notaire à Wasquehal, le capital de la société se trouve réparti savoir :

	<i>Nue-propriété</i>	<i>Usufruit</i>	<i>Pleine propriété</i>
<i>M Marc DUEZ</i>			<i>15</i>
<i>Mme Sandrine DUEZ</i>		<i>15</i>	
<i>M Tom DUEZ</i>	<i>3,75</i>		
<i>Mme Victoire DUEZ</i>	<i>3,75</i>		
<i>M Arthur DUEZ</i>	<i>3,75</i>		
<i>Mme Julia DUEZ</i>	<i>3,75</i>		
<i>Total</i>	<i>15</i>	<i>15</i>	<i>15</i>

Total égal au nombre de parts composant le capital social :

30 parts

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles seront toutes souscrites et libérées intégralement.

Cette résolution, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION – MODIFICATION STATUTAIRE

L'assemblée générale décide modifier l'article 11 comme suit :

« Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés. En cas de désaccord le mandataire sera désigné en justice à la demande du plus diligent.

Si une part sociale est grevée d'usufruit viager, le droit de vote est exercé de la façon suivante :

Par l'usufruitier à toutes les Assemblées et pour toutes les décisions collectives.

Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées et a droit de participer à toutes les délibérations quand bien même il n'a pas le droit de vote, l'usufruitier ne devant pas faire du droit de vote que lui attribuent les statuts un usage contraire à l'intérêt de la société, dans le seul dessein de favoriser ses intérêts personnels au détriment de ceux des autres associés.

Par exception à ce qui a été dit ci-dessus, le nu-propriétaire ne votera que pour les questions portant sur la modification de la forme de la société qui auraient pour effet d'augmenter sa responsabilité.

Si une part sociale est grevée d'un usufruit temporaire, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives. »

Cette résolution, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION - DELEGATION DE POUVOIR EN VUE D'ACCOMPLIR LES FORMALITES

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 21h30.



Marc Duez
Associé Gérant



Sandrine Duez, née Cousyn
Associée

Département	Service	Date	1	2	3
Destination Département	Partie destinée au rédacteur de l'acte Rédacteur de l'acte Maître Benjamin OLIVÉ Notaire à WASQUEHAL (59290), WASQUEHAL (59290), 5 rue Jean Jaurès				Nombre de feuilles utilisées : 10
Service	Nature et date de l'acte DP MME Sandrine DUEZ à ses enfants en date du 06 novembre 2023				

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS
Le SIX NOVEMBRE
 Par-devant Maître Benjamin OLIVÉ notaire de l'Office notarial dénommé "AB NOTAIRES", dont le siège est à WASQUEHAL (59290) 5 rue Jean Jaurès, soussigné,

Ont comparu :

DONATION-PARTAGE

IDENTIFICATION DES PARTIES

1) Donateur

Madame Sandrine Sophie COUSYN, assistante administrative, demeurant à AUCHY LEZ ORCHIES (59310), 611 rue Deregnaucourt.
 Née à LILLE (59000), le 02 avril 1974.
 Veuve de Monsieur Pierre DUEZ.
 N'étant pas engagée dans les liens d'un pacte civil de solidarité.
 De nationalité française.
 Résidente française au sens de la réglementation fiscale.

**Ci-après dénommée "LE DONATEUR"
D'UNE PART**

2) Donataires copartagés

Monsieur Tom Pierre DUEZ, Etudiant, demeurant à AUCHY LEZ ORCHIES (59310), 611 rue Deregnaucourt.
 Né à LILLE (59000), le 13 juillet 2002.
 Epoux de Madame Marie-Elise CUCHE.
 Monsieur et Madame DUEZ mariés à la Mairie de LUCENAY (69480), le 01 septembre 2023, sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union, sans modification depuis.
 De nationalité française.
 Résident français au sens de la réglementation fiscale.
 Fils de la donatrice.

Madame Victoire Michèle DUEZ, Etudiante, demeurant à AUCHY LEZ ORCHIES (59310), 611 rue Deregnaucourt.
 Née à LILLE (59000), le 27 mars 2004.
 Célibataire.
 N'étant pas engagée dans les liens d'un pacte civil de solidarité.
 De nationalité française.
 Résidente française au sens de la réglementation fiscale.
 Fille de la donatrice.

EXTRAIT D'ACTE

DIRECTION GENERALE DES
FINANCES PUBLIQUES

N°2651-2-SD
(01-2019)

Département

Service

Date

1

2

3

Partie destinée au rédacteur de l'acte

Monsieur Arthur Alain DUEZ, Lycéen, demeurant à AUCHY LEZ ORCHIES (59310), 611 rue Deregnaucourt.

Né à LILLE (59000), le 29 septembre 2008.

Célibataire.

N'étant pas engagé dans les liens d'un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident français au sens de la réglementation fiscale.

Mineur, représenté par Madame Sandrine COUSYN agissant avec l'autorisation du juge des tutelles du tribunal d'instance judiciaire de DOUAI, en date du 02 octobre 2023.

Fils de la donatrice.

Madame Julia Sandrine DUEZ, collégienne, demeurant à AUCHY LEZ ORCHIES (59310), 611 rue Deregnaucourt.

Née à LILLE (59000), le 08 décembre 2011.

Célibataire.

N'étant pas engagée dans les liens d'un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente française au sens de la réglementation fiscale.

Mineure, représentée par Madame Sandrine COUSYN agissant avec l'autorisation du juge des tutelles du tribunal judiciaire de DOUAI, en date du 02 octobre 2023. Une copie de ladite ordonnance est annexée aux présentes.

(ANNEXE N°1. ORDONNANCE JUGE DES TUTELLES)

Fille de la donatrice.

Ci-après dénommés, ensemble, "LES DONATAIRES COPARTAGES"

Et soumis solidairement entre eux à toutes les obligations leur incombant en vertu du présent acte.

D'AUTRE PART

3) Intervenant

Monsieur Cédric COUSYN, chef d'entreprise, demeurant à PONT A MARCQ (59710), 8 rue Nicephore Niepce.

Né à LILLE (59000), le 31 août 1976.

Epoux de Madame Samantha YACKX.

Monsieur et Madame COUSYN mariés à la Mairie de CAPPELLE EN PEVELE (59242), le 11 octobre 2003, sous le régime de la séparation de biens, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Laurent LESAGE, Notaire à TEMPLEUVE (59242), le 22 Septembre 2003, sans modification depuis.

De nationalité française.

Résident français au sens de la réglementation fiscale.

Intervenant pour être nommé en qualité de tiers administrateur.

[...]

EXPOSE

Postérité du donateur- Le donateur s'est marié en premières et uniques noces à la mairie de CAPPELLE EN PEVELE, le 24 juin 2000. De cette union sont nés quatre enfants, seuls vivants ou représentés, nés de lui, tous donataires copartagés aux

EXTRAIT D'ACTE

DIRECTION GENERALE DES
FINANCES PUBLIQUES

N°2651-2-SD
(01-2019)

Département

Service

Date

1

2

3

Partie destinée au rédacteur de l'acte

présentes.

Le donateur déclare qu'il n'a pas eu d'autre enfant.

Cela exposé, il est passé à la donation-partage objet des présentes.

I - DONATION

Le donateur a, par ces présentes, fait donation entre vifs à titre de partage anticipé, conformément aux dispositions des articles 1075 et suivants du Code civil, aux donataires copartagés, ses seuls présomptifs héritiers, donataires par parts égales, qui acceptent expressément, des biens, parts et portions ci-après désignées ;

MASSE DES BIENS DONNES ET A PARTAGER

[...]

ARTICLE 8 :

Consistant en : la totalité en nue propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de :

15 parts, non numérotées pour une valeur de VINGT-HUIT MILLE DIX-SEPT EUROS (28.017,00 €) chacune, de la société dénommée "123 SOLEIL",


au capital de 300 €, divisé en 30 parts sociales de 10 € chacune, dont le siège social est situé à 12 Carrière DROULERS 59152 CHERENG, ayant pour objet social : la propriété, la gestion et plus généralement l'exploitation par bail, location ou toute autre forme, d'immeubles que la société se propose d'acquérir ou de construire et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières de caractère purement civil et se rattachant à l'objet social.

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LILLE METROPOLE et identifiée au SIREN sous le numéro 799 053 434. Ladite société, constituée pour une durée de 99 ans.

La société est actuellement gérée par Monsieur Marc DUEZ, l'un des associés, nommé aux termes de l'article 19 des statuts.

Le donateur est propriétaire des parts, objet de la présente donation-partage, pour les avoir acquises par suite du décès de M Marc DUEZ, lequel avait lui-même reçu lesdites parts en rémunération de son apport de numéraire lors de la constitution de la société, décrit dans les statuts de la société.

[...]



Département	Service	Date	1	2	3
-------------	---------	------	---	---	---

Partie destinée au rédacteur de l'acte

II - PARTAGE

Du consentement de toutes les parties, le partage des biens compris dans la masse ci-dessus établie a été réalisé par la formation de lots et leur attribution aux donataires copartagés de la manière suivante :

FORMATION ET ATTRIBUTION DES LOTS

LOT NUMERO 1 : Ce lot attribué à Tom DUEZ, qui accepte, est composé de :

- La pleine propriété de 3 parts à prélever sur l'**article 1**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 2, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur l'**article 2**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts à prélever sur l'article 3, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts, le tout à prélever sur l'**article 3**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts à prélever sur l'article 4, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts, le tout à prélever sur l'**article 4**,

- .

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 5, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur l'**article 5**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 6, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur l'**article 6**,

- .

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 7, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur l'**article 7**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts à prélever sur l'article 8, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au

EXTRAIT D'ACTE

DIRECTION GENERALE DES
FINANCES PUBLIQUES

N°2651-2-SD
(01-2019)

Département

Service

Date

1

2

3

Partie destinée au rédacteur de l'acte

décès du donateur, de trois parts, le tout à prélever sur **l'article 8**,

Le quart indivis de :

- La nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de **l'article 9**,

LOT NUMERO 2 : Ce lot attribué à Victoire DUEZ, qui accepte, est composé de :

- La pleine propriété de 3 parts à prélever sur **l'article 1**,

- La nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 2, et le quart indivis de la nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur **l'article 2**,

- La nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts à prélever sur l'article 3, et le quart indivis de la nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts, le tout à prélever sur **l'article 3**,

- La nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts à prélever sur l'article 4, et le quart indivis de la nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts, le tout à prélever sur **l'article 4**,

- La nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 5, et le quart indivis de la nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur **l'article 5**,

La nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 6, et le quart indivis de la nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur **l'article 6**,

- La nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 7, et le quart indivis de la nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur **l'article 7**,

- La nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts à prélever sur l'article 8, et le quart indivis de la nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts, le tout à prélever sur **l'article 8**,

Le quart indivis de :

- La nue-propiété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de **l'article 9**,

LOT NUMERO 3 : Ce lot attribué à Arthur DUEZ, qui accepte, est composé de :

EXTRAIT D'ACTE

DIRECTION GENERALE DES
FINANCES PUBLIQUES

N°2651-2-SD
(01-2019)

Département

Service

Date

1

2

3

Partie destinée au rédacteur de l'acte

- La pleine propriété de 3 parts à prélever sur **l'article 1**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 2, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur **l'article 2**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts à prélever sur l'article 3, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts, le tout à prélever sur **l'article 3**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts à prélever sur l'article 4, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts, le tout à prélever sur **l'article 4**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 5, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur **l'article 5**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 6, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur **l'article 6**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 7, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur **l'article 7**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts à prélever sur l'article 8, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts, le tout à prélever sur **l'article 8**,

Le quart indivis de :

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de **l'article 9**,

LOT NUMERO 4 : Ce lot attribué à Julia DUEZ, qui accepte, est composé de :

- La pleine propriété de 3 parts à prélever sur **l'article 1**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 2, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur **l'article 2**,

EXTRAIT D'ACTE

DIRECTION GENERALE DES
FINANCES PUBLIQUES

N°2651-2-SD
(01-2019)

Département

Service

Date

1

2

3

Partie destinée au rédacteur de l'acte

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts à prélever sur l'article 3, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts, le tout à prélever sur **l'article 3**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts à prélever sur l'article 4, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts, le tout à prélever sur **l'article 4**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 5, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur **l'article 5**,

La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 6, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur **l'article 6**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trente-sept parts à prélever sur l'article 7, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de deux parts, le tout à prélever sur **l'article 7**,

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts à prélever sur l'article 8, et le quart indivis de la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de trois parts, le tout à prélever sur **l'article 8**,

Le quart indivis de :

- La nue-propriété, pour y réunir l'usufruit au décès du donateur, de **l'article 9**,

[...]

FISCALITE - FORMALITES

Enregistrement - En raison de sa nature, le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement.

Signification - En vue de l'opposabilité de la cession à la société, la partie la plus diligente doit théoriquement faire signifier le présent acte à la société par acte de commissaire de justice.

Le gérant des société, M Marc DUEZ, **intervenant aux présentes**, déclare dispenser le donateur et les donataires de cette formalité, tenant les présentes comme valablement signifiées.

En tant que de besoin, tous pouvoirs sont donnés à cet effet au porteur d'une copie authentique, étant entendu que les frais et honoraires de la signification seront à la charge du cessionnaire.

EXTRAIT D'ACTE

DIRECTION GENERALE DES
FINANCES PUBLIQUES

N°2651-2-SD
(01-2019)

Département

Service

Date

1

2

3

Partie destinée au rédacteur de l'acte

Modification des statuts - Suite à la présente donation-partage, les statuts différentes sociétés seront modifiés comme suit :

Concernant la société 123 SOLEIL

Le paragraphe 7 est modifié pour retenir la rédaction suivante :

Le capital social est de 300€, divisé en 30 parts sociales de DIX EUROS chacune numérotées de 1 à 30 et attribuées de la manière suivante.

Suite au décès de Monsieur Pierre DUEZ, en date du 19 mars 2022 , propriétaire de 15 parts sociales , le capital de la société 123 SOLEIL est désormais réparti de la manière suivante :

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

à Monsieur Marc DUEZ, cent cinquante parts sociales en pleine propriété, ci 15 parts

à Madame Sandrine DUEZ , cent cinquante parts en pleine propriété, ci 15 parts

Suite à un acte de donation-partage reçu par Me Benjamin Olivé, notaire à Wasquehal, le capital de la société se trouve réparti savoir :

	Nue-propriété	Usufruit	Pleine propriété
M Marc DUEZ			15
Mme Sandrine DUEZ		15	
M Tom DUEZ	3,75		
Mme Victoire DUEZ	3,75		
M Arthur DUEZ	3,75		
Mme Julia DUEZ	3,75		
Total	15	15	15

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 30 parts

EXTRAIT D'ACTE

DIRECTION GENERALE DES
FINANCES PUBLIQUES

N°2651-2-SD
(01-2019)

Département

Service

Date

1

2

3

Partie destinée au rédacteur de l'acte

TOTAL égal au nombre de parts composant

le capital social : trente parts, ci 30 parts

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles seront toutes souscrites et libérées intégralement.

L'article 11 est modifié pour retenir la rédaction suivante :

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés. En cas de désaccord le mandataire sera désigné en justice à la demande du plus diligent.

Si une part sociale est grevée d'usufruit viager, le droit de vote est exercé de la façon suivante :

Par l'usufruitier à toutes les Assemblées et pour toutes les décisions collectives.

Toutefois, le nu-propiétaire doit être convoqué à toutes les assemblées et a droit de participer à toutes les délibérations quand bien même il n'a pas le droit de vote, l'usufruitier ne devant pas faire du droit de vote que lui attribuent les statuts un usage contraire à l'intérêt de la société, dans le seul dessein de favoriser ses intérêts personnels au détriment de ceux des autres associés.

Par exception à ce qui a été dit ci-dessus, le nu-propiétaire ne votera que pour les questions portant sur la modification de la forme de la société qui auraient pour effet d'augmenter sa responsabilité.

Si une part sociale est grevée d'un usufruit temporaire, le droit de vote appartient au nu-propiétaire pour toutes les décisions collectives.

[...]

Publication - Conformément aux prescriptions légales et réglementaires, le présent acte sera déposé au greffe du tribunal de commerce auprès duquel la société est immatriculée, tous pouvoirs étant donnés à tout porteur de copies authentiques du présent acte en vue de l'accomplissement de cette formalité.

Evaluation nue-propiété / usufruit - Les parties déclarent être parfaitement

40

EXTRAIT D'ACTE

DIRECTION GENERALE DES
FINANCES PUBLIQUES

N°2651-2-SD
(01-2019)

Département

Service

Date

1

2

3

Partie destinée au rédacteur de l'acte

informées que l'évaluation de l'usufruit et de la nue-propriété faite selon le barème de l'article 669 du Code général des impôts n'a qu'une portée purement fiscale. Toutefois, de convention expresse entre elles, les parties ont déclaré appliquer ledit barème dans leurs relations civiles.

[...]



123 SOLEIL

Statuts mis à jour le 6 novembre 2023

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Duez', written in a cursive style.

Marc Duez
Gérant

Les soussignés

- Pierre DUEZ né le 04 juillet 1971 à Lille (59) domicilié à AUCHY LEZ ORCHIES (59310) au 80 chemin des alouettes
- Marc DUEZ né le 24 avril 1977 à Douai (59) domicilié à CHERENG (59152) au 6 bis rue Clotaire Duquesnoy.

Ont établi, ainsi qu'il suit les statuts de la société civile immobilière devant exister entre eux
Société civile immobilière **123 SOLEIL**

Capital Social : 300 euros

Siège Social : 12 Carrière DROULERS 59152 CHERENG

Art. 1- Forme

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales, ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société civile régie par les articles 1832 et suivants du Code civil par tous textes qui viendraient à les modifier ou le compléter et par les présents statuts.

Art. 2- Objet

La société a pour objet la propriété, la gestion et plus généralement l'exploitation par bail, location ou toute autre forme, d'immeubles que la société se propose d'acquérir ou de construire et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières de caractère purement civil et se rattachant à l'objet social.

Art. 3- Dénomination sociale

La société prend la dénomination **123 SOLEIL**

Art. 4- Durée

La société est constituée pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Un an au moins avant le terme prévu par les présents statuts, les associés devront être consultés sur la prorogation de la société. A défaut, tout associé peut solliciter par voie de requête au président du tribunal de grande instance la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation ci-dessus mentionnée.

La prorogation résulte d'une décision collective des associés prises à la majorité exigée par la modification des statuts.

La dissolution ne résulte pas d'un événement affectant la qualité d'un des associés tel que : décès, incapacité, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, dissolution de la personne morale de l'associé.

Art. 5- Siège social

Le siège de la société est fixé à CHERENG (59152) 12 Carrière DROULERS.

Le siège social peut être transféré en un autre lieu de la même ville ou du même département par décision de la gérance qui pourra en conséquence modifier les statuts et partout ailleurs, sur décision collective extraordinaire.

Art. 6- Apports

Les apports faits par les associés sont les suivants : Apport en numéraire de 300€

- Par Pierre DUEZ une somme en numéraire de cent cinquante euros 150 €
 - Par Marc DUEZ une somme en numéraire de cent cinquante euros..... 150 €
- Soit au total la somme de trois cents euros300 €

Les associés sont tenus de libérer leurs apports au fur et à mesure des besoins de la société sur la demande de la gérance.

Art. 7- Capital social

Le capital social est de 300€, divisé en 30 parts sociales de DIX EUROS chacune numérotées de 1 à 30 et attribuées de la manière suivante.

Suite au décès de Monsieur Pierre DUEZ, en date du 19 mars 2022, propriétaire de 15 parts sociales, le capital de la société 123 SOLEIL est désormais réparti de la manière suivante :

à Monsieur Marc DUEZ, quinze parts sociales en pleine propriété, ci 15 parts

à Madame Sandrine DUEZ, quinze parts sociales en pleine propriété, ci 15 parts

Suite à un acte de donation-partage reçu par Me Benjamin Olivé, notaire à Wasquehal, le capital de la société se trouve réparti savoir :

	Nue-propriété	Usufruit	Pleine propriété
M Marc DUEZ			15
Mme Sandrine DUEZ		15	
M Tom DUEZ	3,75		
Mme Victoire DUEZ	3,75		
M Arthur DUEZ	3,75		
Mme Julia DUEZ	3,75		
Total	15	15	15

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 30 parts

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles seront toutes souscrites et libérées intégralement.

Art. 8- augmentation et réduction du capital

Le capital pourra être augmenté en une ou plusieurs fois en vertu d'une décision prise par les associés conformément à l'article 25 des présents statuts, notamment par création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en nature ou d'apports en numéraire, ces derniers pouvant être libérés par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société ; les attributaires de parts nouvelles, s'ils ne sont pas déjà associés, doivent être formellement agréés par les associés.

Le capital pourra aussi à toute époque être réduit soit par retrait d'apports, soit par des remboursements égaux sur toutes les parts, ou par achat et annulation de parts, le tout par décision collective des associés, conformément à l'article 29 des présents statuts.

Art. 9- Titre des associés

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Le titre de chaque associé résultera seulement des présentes, des actes qui pourraient modifier le capital social et des cessions

qui seraient ultérieurement consenties. Une copie ou un extrait de ces actes, certifié par un gérant sera délivré à chacun des associés sur sa demande et à ses frais.

Art. 10- Droits attachés aux parts

Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social, dans la répartition des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes. Les pertes ou le malus de liquidation, s'il en existe, sont supportés dans les mêmes conditions. Elle donne également droit de participer aux décisions collectives des associés et d'y voter. Les droits et obligations attachés à chaque part suivent en quelque main qu'elle passe.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés ou de la gérance régulièrement prises.

Art. 11- Indivisibilité des parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés. En cas de désaccord le mandataire sera désigné en justice à la demande du plus diligent.

Si une part sociale est grevée d'usufruit viager, le droit de vote est exercé de la façon suivante :

Par l'usufruitier à toutes les Assemblées et pour toutes les décisions collectives.

Toutefois, le nu-proprétaire doit être convoqué à toutes les assemblées et a droit de participer à toutes les délibérations quand bien même il n'a pas le droit de vote, l'usufruitier ne devant pas faire du droit de vote que lui attribuent les statuts un usage contraire à l'intérêt de la société, dans le seul dessein de favoriser ses intérêts personnels au détriment de ceux des autres associés.

Par exception à ce qui a été dit ci-dessus, le nu-proprétaire ne votera que pour les questions portant sur la modification de la forme de la société qui auraient pour effet d'augmenter sa responsabilité.

Si une part sociale est grevée d'un usufruit temporaire, le droit de vote appartient au nu-proprétaire pour toutes les décisions collectives.

Art. 12- Scellés

Les créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et droits de la société, ou demander le partage ou la licitation, ne s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

Art. 13- Responsabilité des associés

Les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements. L'associé qui n'a apporté que son industrie est tenue comme celui dont l'apport est le plus faible. Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

Art. 14- Faillite d'un associé

Si y a déconfiture, faillite personnelle, liquidation des biens ou règlement judiciaire atteignant l'un des associés et à moins que les autres ne décident de dissoudre la société par anticipation, il est procédé au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, lequel perdra alors la qualité d'associé. La valeur des droits sociaux est déterminée conformément à l'article 1843 - 4 du Code civil.

Art. 15- Cessions de parts

15.1. La cession de parts sociales doit être constatée par écrit. La cession n'est opposable à la société qu'autant qu'elle lui aura été signifiée par acte extrajudiciaire ou qu'elle aura été acceptée par elle dans un acte authentique. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et après publication conformément à la loi.

15.2. A l'effet d'obtenir cet agrément, l'associé qui projette de céder tout ou partie de ses parts doit en faire la notification à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec avis de réception indiquant le nombre de parts à céder, les noms, prénoms, nationalité, profession et domicile du cessionnaire proposé et demandant l'agrément dudit cessionnaire.

Dans le mois de la réception de cette lettre par la société, la société doit convoquer les associés en assemblée, ou faire procéder à une consultation écrite des associés à l'effet de les voir se prononcer sur l'agrément sollicité.

Lorsqu'ils refusent le cessionnaire proposé, les associés se portent acquéreurs des parts ; si plusieurs d'entre eux décident d'acquérir ces parts, ils sont réputés acquéreurs à proportion des parts qu'ils détenaient antérieurement ; si aucun associé ne se porte acquéreur ou si les offres des associés portent sur un nombre de parts inférieur à celui que le cédant entend céder, la société peut faire acquérir tout ou partie des parts par un tiers ou les acquérir elle-même perte en vue de leur annulation. Les offres d'achat sont notifiées au cédant par la gérance par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant les noms des acquéreurs proposés ou l'offre de rachat par la société ainsi que le prix offert. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément à l'article 1843-4 du Code civil, sans préjudice du droit pour le cédant de conserver ses parts.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans le délai de six mois à compter de la dernière des notifications faite par lui à la société et à ses coassociés en vue de l'agrément du cessionnaire, l'agrément est réputé acquis à moins que ces coassociés ne décident, dans le même délai, la dissolution de la société ; le cédant peut toutefois rendre caduque la décision en faisant connaître dans le mois de la décision, par lettre recommandée avec avis de réception adressée à la société, qu'il renonce à la cession projetée.

Lorsque l'agrément est donné ou est réputé acquis, la cession projetée doit être régularisée dans le délai de deux mois ; passé ce délai, le cédant est réputé avoir renoncé à la cession.

15.3. Les dispositions des paragraphes 15.2 et 15.3 qui précèdent s'appliquent à toutes les mutations entre vifs intervenant de gré à gré à titre onéreux ou gratuit, aux apports en société.

Art. 16- Transmission par décès ou en suite de liquidation de communauté entre époux

En cas de décès d'un actionnaire, ces parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession au profit des héritiers en ligne directe du titulaire ou au conjoint survivant, lesquels devront dans le plus court délai, justifier à la société de leur état civil, de leur qualité et de la propriété divise ou indivise des parts sociales du défunt par la production d'un certificat de propriété ou de tous autres actes probants. Toute transmission de parts sociales par voie de succession ou suite à une liquidation de communauté entre époux, au profit de personnes autres que les héritiers en ligne directe du défunt, ne pourra avoir lieu qu'avec l'agrément des associés se prononçant à la majorité des deux tiers du capital social. Les héritiers autres que les héritiers en ligne directe qui devront présenter toutes indications et justifications utiles sur leur état civil et leur qualité, sollicitent cet agrément de la manière prévue à l'article précédent. A défaut d'agrément et conformément à l'article 1870 -1 du Code civil, les intéressés sont seulement créanciers de la société et n'ont droit qu'à la valeur des droits sociaux de leur auteur ou à leur part dans ces droits déterminée dans les conditions fixées par l'article 1843 - 4 du Code civil.

Art. 17- Époux communs en biens

L'époux commun en biens qui apporte à la société un bien commun doit justifier de l'avis donné à son conjoint, un mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception. Seul aura la qualité d'associé l'époux qui effectue l'apport. Toutefois, la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites est également reconnue au conjoint de l'apporteur si celui-ci signifie à la société sa volonté d'être

personnellement associé. Si cette volonté est manifestée lors de l'apport, l'acceptation ou l'agrément de la société vaut pour les deux époux ; dans les autres cas, il sera fait application de l'article 15 des présents statuts.

Art. 18- Retrait d'un associé

Tout associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société avec l'accord unanime des associés, ou par décision du président du tribunal de grande instance statuant en référé et autorisant le retrait pour justes motifs.

L'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses parts au jour du retrait. La valeur des parts est déterminée par accord entre les associés ou à défaut à dire d'expert en application des dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Art. 19- Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants choisis parmi les associés ou en dehors d'eux, par une décision collective des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Messieurs Pierre et Marc DUEZ, présent et acceptant, sont nommés en qualité de gérant.

Art. 20- Durée d'exercice des fonctions de gérant

Le ou Les gérants sont nommés pour une durée illimitée. Les fonctions de gérant cessent par le décès, l'interdiction, la déconfiture, la faillite, la révocation ou la démission. Le décès ou la cessation des fonctions d'un gérant pour quelque motif que ce soit, n'entraîne ni dissolution de la société ni ouverture d'un droit de retrait pour l'associé gérant. Les gérants sont révocables par décision ordinaire des associés même lorsque leur nom figure dans les statuts ; si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages intérêts. Les gérants sont également révocables par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé. En rémunération de leurs fonctions, le ou les gérants peuvent recevoir un salaire annuel dont le montant et les modalités sont fixés par les associés.

Art. 21- Pouvoirs

Dans les rapports entre associés, le ou les gérants peuvent accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société. Dans les rapports avec les tiers, ils engagent la société par les actes entrant dans l'objet social. S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun d'eux de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue. Cependant à l'égard des tiers, l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Art. 22- Responsabilités

Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans la gestion. Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage. Si une personne morale exerce les fonctions de gérant, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Art. 23- Action sociale

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, un ou plusieurs associés peuvent intenter l'action sociale en responsabilité contre les gérants. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation du préjudice subi par la société ; en cas de condamnation du gérant les dommages et intérêts sont alloués à la société. Aucune décision de l'assemblée des associés ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour la faute commise dans l'accomplissement de leur mandat.

Art. 24-Décisions des associés

Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par les associés en assemblées générales. Elles peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte, ou d'une consultation écrite.

Art. 25-Assemblées

L'assemblée des associés est convoquée au lieu du siège social ou tout autre lieu de la même ville à l'initiative de la gérance. Toutefois tout associé peut demander à la gérance de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée. Sauf si la question porte sur le retard de la gérance à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque la gérance accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée. Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du président du tribunal de grande instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés. Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée ; celle-ci indique l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents. Tous les associés, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent ont accès à l'assemblée. Tout associé peut se faire représenter par un autre associé. Chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente de parts sans limitation. L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales et qui accepte ces fonctions.

Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé. L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs gérants et procéder à leur remplacement. L'assemblée, régulièrement constituée, représente l'universalité des associés. Ses délibérations prises conformément aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal indiquant la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président, les nom et prénoms des associés présents ou représentés, le nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis aux associés, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, s'il y a lieu par le président de l'assemblée, sur un registre spécial tenu au siège de la société, coté et paraphé dans la forme ordinaire et sans frais soit par un juge du tribunal de commerce ou du tribunal d'instance, soit par le maire ou un adjoint du maire de la commune du siège de la société.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés

conformes par un seul gérant. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Art. 26- Décision unanime dans un acte

Les associés peuvent prendre à l'unanimité toute décision collective par acte notarié ou sous seing privé. Cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre des procès-verbaux prévu à l'article 25 ci-dessus.

La mention dans le registre contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signatures de l'acte. L'acte lui-même, s'il est sous seing privé, ou sa copie authentique s'il est notarié, est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

Art. 27- Consultations écrites

Si les associés sont consultés par écrit, la gérance notifie en double exemplaire à chaque associé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte du projet de chaque résolution ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Chaque associé devra retourner un exemplaire daté et signé de chaque résolution en indiquant pour chacune d'elles « adoptée » ou « rejetée ». A défaut de ces mentions ou en l'absence de réponse dans ce délai prévu, l'associé est réputé s'être abstenu.

Chaque associé dispose d'un délai maximum de quinze jours à compter de la date de réception des documents nécessaires à son information pour émettre son vote.

Art. 28- Décisions ordinaires

Les décisions ordinaires sont essentiellement des décisions de gestion. Elles concernent, d'une manière générale, toutes les questions qui n'emportent pas modification des statuts ainsi que la nomination des gérants ou leur révocation même si leur nom figure dans les statuts. Ces décisions sont valablement prises par un ou plusieurs associés représentant plus des trois quarts du capital social.

Art. 29- Décisions extraordinaires

Les décisions extraordinaires ont pour objet la modification des statuts dans toutes leurs dispositions. Ces décisions ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par les associés représentant plus des trois quarts du capital social. Toutefois, toute mesure emportant changement de la nationalité de la société ou encore augmentation de la responsabilité des associés à l'égard des tiers, doit être prise à l'unanimité.

Art. 30- Information des associés

Dès que les associés sont convoqués à une assemblée, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par lettre simple, soit à leurs frais par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre au jour de l'assemblée porte sur la reddition de compte des gérants, le rapport d'ensemble de la gérance sur l'activité de la société, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre simple, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Les mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

En outre tout associé a le droit, une fois par an, de prendre par lui-même, au siège social, connaissance ou copie de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondance, procès-verbaux

et, plus généralement, de tout document établi par la société ou reçu par elle. Dans l'exercice de ces droits, l'associé peut se faire assister d'un expert choisi parmi les experts agréés par la Cour de cassation ou les experts près une cour d'appel.

Tout associé a également, une fois par an le droit de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois. Enfin tout associé peut, après toute modification statutaire, demander à la société la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste mise à jour des associés, ainsi que des gérants.

Art. 31- Exercice social

L'exercice social commence au 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société et le 31 décembre 2014.

Art. 32- Comptes sociaux – Rapport de la gérance – Approbation des comptes

A la clôture de chaque exercice, la gérance établit l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de profits et pertes et le bilan de la société. La gérance doit, au moins une fois dans l'année, rendre compte de sa gestion aux associés.

Cette reddition de compte doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Les associés doivent être convoqués en assemblée générale dans les six mois de la clôture de l'exercice à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et sur l'affectation des résultats.

Art. 33- Affectation et répartition des résultats

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, ainsi que de tous amortissements et de toutes provisions. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Toutefois, avant toute distribution de ce bénéfice sous forme de dividendes proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux, les associés peuvent décider de prélever toutes sommes qu'ils jugeront convenables pour les porter en tout ou partie à tous fonds de réserves ou encore pour les reporter à nouveau. En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Les modalités de mise en paiement des sommes distribuées sont fixées par les associés ou, à défaut, par la gérance. Les pertes, s'il en existe, s'imputent d'abord sur les bénéfices non encore répartis, ensuite sur les réserves, puis sur le capital ; le solde, s'il y a lieu, est supporté par les associés proportionnellement à leurs parts sociales.

Art. 34- Dissolution – Liquidation

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution quelle qu'en soit la cause. Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés. La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Toutefois, la mention " société en liquidation " ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés, ou en dehors d'eux, et nommés par décision ordinaire des associés, ou, à défaut, par ordonnance du président du tribunal de grande instance statuant sur requête de tout intéressé. Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la société : il a les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs parts sociales, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

Art. 35- Contestations

Toute contestation qui pourrait s'élever pendant la durée de la société ou lors de la liquidation entre associés, relativement aux affaires sociales, sera soumise au tribunal de grande instance territorialement compétent.

Art. 36- Frais

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, incomberont conjointement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

À compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution du bénéfice.

Art. 37- Pouvoirs

Toutes les formalités requises par la loi à la suite des présentes, notamment en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés seront faites à la diligence et sous la responsabilité du ou des co-gérants, avec faculté de se substituer tout mandataire de leurs choix.

De plus, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour toute formalité pouvant être accomplie par une personne autre que le ou les gérants.